Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Judith Butler,
Georges Didi-Huberman, Sadri Khiari, Jacques
Rancière, *Qu'est-ce qu'un peuple ?*

David Vasse

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/doublejeu/654>
DOI : 10.4000/doublejeu.654
ISSN : 2610-072X

Éditeur

Presses universitaires de Caen

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013
Pagination : 168-170
ISBN : 978-2-84133-494-0
ISSN : 1762-0597

Référence électronique

David Vasse, « Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Judith Butler, Georges Didi-Huberman, Sadri Khiari, Jacques Rancière, *Qu'est-ce qu'un peuple ?* », *Double jeu* [En ligne], 10 | 2013, mis en ligne le 10 juillet 2018, consulté le 23 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/doublejeu/654> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/doublejeu.654>

Double Jeu est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

les procédés narratifs au sens le plus littéral pour en piéger l'efficacité dans des installations performées. On y retrouve également quelques-unes des savoureuses « lettres de non-motivation » (Paris, Zones, 2007) de Julien Prévieux et, entre autres, le compositeur Benjamin Dupé rapportant comment Alain Savouret, professeur au conservatoire, organisait des allers-retours entre l'analyse collective et « l'innommé audible » comme gage d'une pédagogie ouverte de l'improvisation musicale et de l'écoute – autant de critiques des rapports entre récits et pouvoir de toutes sortes qui laissent émerger de nouvelles possibilités de narration.

ÉRIC VAUTRIN

Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Judith Butler, Georges Didi-Huberman, Sadri Khiari, Jacques Rancière, *Qu'est-ce qu'un peuple?*, Paris, La Fabrique éd., 2013.

En ces temps où diverses crises entrent en corrélation (crise économique, crise de sa gestion par l'État, crise de confiance dans l'action politique), cette récente livraison des éditions La Fabrique se propose de faire le point sur la notion polysémique de « peuple » et de ses dérivés (« populaire », « populisme », etc.). En six textes-fleuves signés de quelques auteurs « maison », l'ouvrage cherche clairement à extraire le mot « peuple » de sa réduction aux règles républicaines édictées par l'État, en démontrant la nécessité de défendre plus que jamais ses vertus émancipatrices. « Le peuple manque » : cette célèbre phrase de Paul Klee, reprise par Gilles Deleuze, résume le constat partagé par les auteurs qui tous estiment que non seulement le peuple (leur) manque mais finit même par se dissoudre en un tout uniforme, une somme d'individus aveuglément ciblés par nos gouvernants. C'est la confusion de son instrumentalisation par le pouvoir qui préoccupe et qui est à l'origine de cet essai.

Alain Badiou ouvre la réflexion en « vingt-quatre notes sur les usages du mot “peuple” ». Il s'agit d'une analyse sémantique inspirée par plusieurs faits d'actualité qui conduit le philosophe à reconnaître que le mot même, en raison de sa neutralité de plus en plus abstraite, est loin désormais d'être un « substantif progressiste » (p. 9). En contre-exemple, Badiou avance qu'il n'y a de véritable peuple que dans un processus de libération et de revendication de ses droits. Hors de cette existence collective, point de salut. De même, il est impératif de libérer la notion de « peuple » de celle d'« identité » estimée comme un droit national décrété par l'État (le « droit

de se dire français»). Fidèle à son hypothèse communiste, Alain Badiou insiste sur le fait que le peuple aurait tout à gagner en étant autre chose qu'une catégorie du droit d'État, qu'une voix audible uniquement en période électorale, au service des élus.

L'analyse de Pierre Bourdieu porte, elle, sur les multiples définitions de l'adjectif « populaire » à partir de ses déclinaisons traditionnelles – du « courant » à « ordinaire » en passant par « familial » – toujours assorti aux termes de « milieu » ou de « classe ». Sociologique bien sûr, mais aussi sémiologique, l'approche consiste à montrer que l'épithète « populaire », bien que galvaudé, continue à structurer le monde social « selon les catégories du haut et du bas, du fin et du grossier, du distingué et du vulgaire [...] bref de la culture et de la nature » (p. 30). Il apparaît que le « populaire », en tant que norme linguistique des dominés, participe du travail de représentation du tissu social.

On reste dans le domaine du langage avec la contribution de Judith Butler qui se penche sur la pertinence politique de l'usage de la première personne du pluriel dans l'évocation du peuple. Selon elle, le peuple n'a de sens et de véracité qu'en réunion de masse dans l'espace public. Et de citer les événements de la place Tahrir comme symbole de ce droit fondamental. On reconnaît alors un peuple dans l'énergie qu'il déploie à décider de son destin et à l'infléchir dans le sens de sa liberté politique, c'est-à-dire au nom d'un droit de réunion qui « est une condition de la politique elle-même » (p. 54). Ainsi le peuple est-il conjointement un nom et un « nous » particulièrement définis dans l'exercice indépendant de la démocratie.

Ce peuple pensé au pluriel est au cœur de l'étude de Georges Didi-Huberman. Pour lui, l'idée de peuple ne saurait être assignable à une généralité ou à une totalité qu'il serait facile de mesurer et de neutraliser. En faire le fruit d'une synthèse plus qu'une réalité hétérogène, et par conséquent irréprésentable, serait une erreur, voire une aberration intellectuelle. À l'appui de Hannah Arendt, Pierre Rosanvallon, Walter Benjamin et d'autres encore, l'auteur entreprend une histoire des représentations par définition insolubles des peuples, en raison (pour citer Hegel) de la « façon inorganique dont un peuple fait savoir ce qu'il veut et qu'il pense » (p. 90), et qui crée des *hétérotopies*, selon le concept de Foucault, c'est-à-dire un lieu de manifestations juxtaposées, irrégulières, voire incompatibles, des libertés humaines, « une espèce de contestation à la fois mythique et réelle de l'espace où nous vivons » (p. 92). De nouveau, le peuple désigne cette zone de fabrication du sensible par où transitent toutes les figures de résistance à son uniformisation sociale.

De son côté, Sadri Khiari tente de remplacer la question posée dans le titre par une autre, plus engagée : « Contre qui se constitue le peuple ? ». Les réponses s'articulent peu ou prou autour du sentiment d'appartenance à ce

qu'on nomme un peuple. En fonction de trois notions centrales – la nation, la citoyenneté/souveraineté et les classes –, chaque forme d'appartenance s'ordonne sur une confrontation à ce qui est ou non reconnu par l'État-nation.

Quant à Jacques Rancière, il réagit à la banalisation du « populisme » en France comme à l'étranger en prenant soin de corriger les acceptions courantes du mot (l'adresse directe au peuple, la préférence des intérêts privés à la chose publique, et l'expression brutale de la xénophobie). Pour Rancière, le « populisme » désigne l'image d'un certain peuple, mais il précise que « le peuple » n'existe pas. « Ce qui existe ce sont des figures diverses, voire antagoniques du peuple, des figures construites en privilégiant certains modes de rassemblement, certains traits distinctifs, certaines capacités ou incapacités [...] La notion de populisme construit un peuple caractérisé par l'alliage redoutable d'une capacité – la puissance brute du grand nombre – et d'une incapacité – l'ignorance attribuée à ce même grand nombre » (p. 139).

Source du pouvoir, interlocuteur indifférencié du discours politique, le peuple est en position décidément inconfortable, une entité coincée entre affaiblissement sémantique de la démocratie (quel pouvoir pour quel peuple ?) et excès de démagogie (l'alibi, plus que le mobile, des élites), entre la peur de manquer (dans tous les sens du terme) et la colère de se savoir indispensable à la pérennité du pouvoir qui le lui rend si peu. C'est tout l'intérêt de ce livre vif et incisif que d'analyser la profondeur de ces inquiétudes aujourd'hui.

DAVID VASSE